



RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

CONVENTION RELATIVE A L'UTILISATION DES LOCAUX, DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES PAR LA COMMUNE

HORS TEMPS SCOLAIRE

Entre les soussignés,

D'UNE PART :

- **La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité à signer cette convention par la délibération n° 14-669 du Conseil régional en date du 27 juin 2014 ;

Ci-après désignée «**La Région**» ;

- **L'Etablissement Public Local d'Enseignement**
.....
représenté par le Chef d'Etablissement, sis
à..... dûment
habilité à signer cette convention par décision n°..... du Conseil
d'administration en date du

Ci-après désigné «**L'E.P.L.E. (A)**» ;

- **La Commune de.....**, représentée par son maire agissant en application de l'article L 212-15 du Code de l'éducation relatif à l'utilisation par le maire des locaux implantés dans la Commune hors temps scolaire ;

Ci-après désignée «**La Commune**» ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1311-15 et L.4231-4,

Vu le code de l'Education, notamment son article L212-15,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'établissement en date du ,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT,

Préambule :

Le patrimoine immobilier des lycées publics de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur représente près de 3 millions de m² bâtis.

Conformément à l'article L.212-15 du Code de l'éducation et après l'avis du conseil d'administration de l'établissement il peut être prévu l'utilisation des locaux et équipements des lycées à l'initiative du maire et sous sa responsabilité. L'utilisation se déroulera pendant les heures ou les périodes au cours desquelles les locaux ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale ou continue.

Il convient qu'une convention soit établie entre les parties pour organiser l'utilisation des locaux et l'usage des matériels.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région autorise la Commune à occuper temporairement et de manière précaire et révocable, les biens suivants :

- Bâtiment(s):
- m²
- m²
- m²
- m²
-m²
-m²

- Parking(s) :
- places de stationnement représentant une surface dem²

- Matériel(s) :
-
-
-

La présente mise à disposition est réalisée pour les besoins exclusifs de la Commune qui s'engage à ne pas dépasser simultanément un effectif maximum total de.....personnes.

Dans le cas de renonciation ou de non utilisation ou des locaux et des équipements mentionnés à l'article 1 par la Commune, cette dernière est tenue d'en informer par écrit au plus tôt l'E.P.L.E. (A) **15 jours avant** la date de début de la mise à disposition.

En cas de modification de l'affectation des locaux, la présente convention sera résiliée de plein droit.

ARTICLE 2 : NATURE DE L'ACTIVITE

La Commune est autorisée à occuper les locaux scolaires et équipements pour réaliser l'(es)activité(s) suivante(s) :

.....
.....

ARTICLE 3 : PERIODE(S) D'UTILISATION

La Commune est autorisée à occuper les locaux et à utiliser, le cas échéant, les équipements et matériels pour la ou les période(s) suivante(s) :

Période(s) :.....
Jour (s) :.....
Heures :.....

ARTICLE 4 : DUREE

Cette convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties et de sa notification.

Cette autorisation étant accordée sur le domaine public régional, elle est donc précaire et révocable pour tout motif d'intérêt général.

Si la Région entreprend des travaux rendant nécessaire la modification des locaux mentionnés à l'article 1^{er} de la présente convention, la Région devra informer les parties de son projet au moins 3 mois avant le début des travaux, sauf en cas de travaux urgents.

Une nouvelle convention devra alors être signée entre la Région, le lycée et la commune.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Commune s’engage à verser à l’E.P.L.E.(A), sur présentation d’une facture par ce dernier, une participation financière d’un montant total de€, calculée sur la base des tarifs planchers arrêtés par la Région en fonction du type de locaux mis à sa disposition et du nombre de jours ou d’heures d’utilisation, selon le détail suivant :

.....
.....

Le rappel des tarifs adoptés par la collectivité régionale figure, pour information, en annexe n°1 de la présente convention. La Région validera au moment de la signature de la convention le montant de la participation financière.

Ces participations sont des minimums et ont été calculées par référence aux coûts moyens de fonctionnement constatés au m² en y intégrant notamment l’entretien et la viabilisation.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DE LA COMMUNE

a) Jouissance

La Commune usera des locaux et les matériels visés à l’article 1 mis à sa disposition pour l’organisation exclusive des activités prévues à l’article 2.

L’Utilisation des locaux scolaires et des équipements s’effectuera dans le respect de l’hygiène, des règles de sécurité et de tranquillité publiques.

Les activités organisées par la Commune doivent être compatibles avec la nature des installations et des aménagements des locaux.

b) Assurances

Par la présente convention, la Commune reconnaît avoir souscrit une police d’assurance couvrant tous les dommages causés pendant l’utilisation des locaux et des équipements, ou être en capacité de prouver qu’elle est son propre assureur (exemple des services de l’Etat).

A toute demande concernant cette obligation, elle devra justifier du paiement des primes.

En cas de sinistre, elle devra en informer l'E.P.L.E. (A) dans les 48 heures et faire une déclaration auprès de sa compagnie d'assurances.

c) Consignés de sécurité applicables pour toute type de prêt de locaux scolaires

L'annexe MS 46 (arrêté du 11 décembre 2009, publié au JORF du 16 février 2010) relative à la composition et à la mission du service de sécurité incendie précise que la responsabilité de la sécurité est déléguée au bénéficiaire dans le cas d'activités sans hébergement dont l'effectif maximal ne dépasse pas 300 personnes.

La Commune reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les appliquer ;
- avoir procédé, avec le Chef d'Etablissement, à une visite des locaux et équipements utilisés et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées ;
- avoir constaté avec le Chef d'Etablissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme et des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

La Commune s'engage à donner au lycée et à la Région :

- l'identité de la ou les personnes assurant les missions définies par l'arrêté du 11 décembre 2009 et par l'arrêté modifié du 25 juin 1980 à son article MS 46,
- l'effectif maximal,
- les périodes d'utilisation,
- les dispositions relatives à la sécurité,
- les coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence.

Il conviendra de renseigner et de signer l'annexe sécurité prévue à cet effet (cf. : annexe n°2).

d) Consignés de sécurité complémentaires à respecter pour les prêts de locaux d'hébergement (internat, chambres d'internats)

L'annexe MS 46 précise, dans le cas d'un hébergement, et ce quel que soit le nombre de participants, la responsabilité du système de sécurité incendie relève de la compétence de l'exploitant des locaux, à savoir le lycée. **Cette compétence ne peut être déléguée en aucun cas à la Commune.**

Il appartient donc aux EPLE et EPLEA de veiller au bon fonctionnement des matériels et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien, en y affectant si nécessaire une partie des recettes encaissées dans l'occupation du domaine public régional.

ARTICLE 7 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est effectuée aux conditions ordinaires et de droit et sous celles particulières suivantes que la Commune accepte expressément.

a) Etat des lieux

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera dressé contradictoirement entre le lycée et l'occupant avant l'entrée en jouissance de ce dernier.

La Commune prend les locaux mis à sa disposition dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date de la signature de l'état des lieux.

Au jour de la signature de la présente convention, la Commune déclare que les lieux, objet du présent contrat, sont adaptés à l'activité qu'il entend y exercer.

Lors de l'utilisation des équipements, toute dégradation matérielle imputable à la Commune relève de la responsabilité de cette dernière.

b) Utilisation des locaux et des biens meubles

La Commune sera responsable du maintien en bon état des locaux et biens meubles mis à sa disposition, et devra les restituer en l'état à l'issue de la présente convention. En conséquence, la partie prenante s'engage dans le cadre de l'utilisation des locaux et/ou des équipements de l'E.P.L.E. (A) ainsi mis à sa disposition, à :

- assurer le gardiennage ainsi que celui des voies d'accès ;
- assurer le contrôle des entrées et des sorties des participants aux activités considérées ;
- se conformer aux instructions de l'E.P.L.E. (A) et au règlement d'utilisation lors de l'utilisation des locaux et des équipements mis à disposition ;
- à faire respecter les dites règles par les usagers des locaux mis à sa disposition.

c) Responsabilités de la Commune :

La Commune sera personnellement responsable, vis-à-vis de la Région et du lycée, et des tiers, des conséquences dommageables entraînées par les infractions aux clauses et conditions de la présente convention de son fait, de celui de son personnel, ou de ses préposés. Elle sera en particulier responsable des dégâts causés en cours d'emménagement, de déménagement, de transports de matériels. Toute sous-location est formellement interdite sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS RELATIVES AU LOGEMENT DE FONCTION (LE CAS ECHEANT)

Le logement est mis à la disposition de la Commune aux fins d'y installer un agent municipal chargé du gardiennage. Toutefois, la Commune est titulaire d'un droit d'occupation et non d'un bail. Ce droit d'occupation est accordé à titre précaire et révocable.

En contrepartie de la mise à disposition de ce logement, la Commune s'engage à ce que le gardien municipal logé :

- effectue une mission de surveillance en assurant une permanence sur les lieux, en vérifiant les installations et en signalant à la Commune les désordres nécessitant une intervention, la Commune se chargeant en tant que de besoin d'informer le Chef d'Etablissement et la Région;
- procède chaque soir à l'ouverture des locaux visés à l'article 1 et à sa fermeture conformément aux horaires définis à l'article 3 de la présente convention;
- assure l'entretien courant du logement mis à disposition (la Région étant responsable des grosses réparations);
- La Commune règle les impôts et taxes incombant au locataire (Ordures ménagères, taxe d'habitation) ainsi que les frais de chauffage, eau et électricité acquittés par le Lycée;
- souscrive auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une police d'assurance multirisques habitation couvrant tous les risques pouvant résulter de sa présence dans les lieux ainsi qu'une assurance responsabilité civile. En cas de sinistre survenant dans le logement, l'Agent municipal logé devra en informer la Commune, qui en informera elle-même le Proviseur et la Région dans un délai de 48h ouvrables.

A toute réquisition, l'agent municipal logé devra justifier du paiement des primes.

En aucun cas la responsabilité de la Région ne pourra être recherchée concernant l'occupation courante de ce logement à compter de sa mise à disposition par elle.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES DE L'E.P.L.E. (A)

Il appartient à l'E.P.L.E. (A) d'informer la Région sur les travaux à mettre en œuvre pour l'entretien des locaux et des équipements mis à disposition.

L'E.P.L.E. (A) est tenu de vérifier que les matériels et mobiliers présents dans les locaux mis à disposition soient en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

A la fin de chaque exercice civil, le lycée devra transmettre à la Région un compte rendu détaillé des ressources propres générées par les locations diverses en faisant le partage entre ce qui relève des conventions d'occupation à caractère commercial des autres types de mise à disposition pendant et en dehors du temps scolaire.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect de ses obligations, une mise en demeure sera adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception le sommant d'appliquer les termes de la convention.

Cette partie aura un mois pour rétablir la situation conformément à la présente convention.

A défaut, la présente convention sera résiliée de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception effectuée par l'une des autres parties.

En cas de motif d'intérêt général justifiant la résiliation de la présente mise à disposition, la présente convention sera résiliée de plein droit 1 mois après notification à la partie défaillante par la Région du motif justifiant de ce retrait.

ARTICLE 11 : LITIGES

Toute contestation qui pourrait surgir à propos de l'existence, de l'exécution ou de la réalisation de la présente convention est de la compétence exclusive du Tribunal administratif compétent.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires ou de poursuites, les parties dont élection de domicile :

Pour la Région, en l'Hôtel de Région, 27 Place Jules Guesde, 13481 Marseille cedex 20

Pour le lycée.....

Pour la Commune

Fait à Marseille, le.....

Le Chef d'Etablissement,

Le Maire,

.....
(cachet de l'E.P.L.E (A))

.....

**Le Président du Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

M Renaud MUSELIER

ANNEXE 1 :

DETAIL DES TARIFS VOTES PAR LA REGION

- Amphithéâtre : 20 € / jour,
- Salle de restaurant ou espace cafétéria : 5 € / jour,
 - Salles polyvalentes : 15 € / jour,
 - Salle de cours : 10 € / jour,
- Salles spécialisées (gymnases, ateliers, laboratoires) : 7 € / heure,
 - Plateaux sportifs extérieurs : 7 € / heure,
 - Piscines : 9 € / heure par ligne d'eau,
- Nuitée par personne : 7,35 €.

ANNEXE 2 :

Annexe obligatoire aux conventions d'occupation de locaux scolaires (Arrêtés du 11 décembre 2009 et du 25 juin 1980)

Attestation qui doit être annexée au registre de sécurité pour la durée de l'utilisation de locaux par des tiers externes à l'établissement.

Pendant la présence du public, le service de sécurité incendie est composé selon le type, la catégorie et les caractéristiques des établissements de l'une des façons suivantes :

- a. Par des personnes désignées par l'exploitant et entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public ;
- b. Par des agents de sécurité-incendie ;
- c. Par des sapeurs-pompiers d'un service public de secours et de lutte contre l'incendie ;
- d. Par la combinaison de ces différentes possibilités, déterminée après avis de la commission compétente.

Ce service assure la sécurité générale dans l'établissement et a notamment pour mission :

- a. De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- b. De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ;
- c. D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
- d. De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ;
- e. De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ;
- f. D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés.

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes.

Informations obligatoires :

- l'identité de la ou des personnes assurant les missions définies ci-dessus :

- la ou les activités autorisées :

- l'effectif maximal autorisé :

- les périodes, les jours ou les heures d'utilisation :

- les dispositions relatives à la sécurité - consignes et moyens de secours mis à disposition :

les coordonnées de la (des) personne (s) à contacter en cas d'urgence :

En complément à la convention d'utilisation signée entre le lycée et
(l'utilisateur)

l'utilisateur atteste par la présente annexe avoir :

pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;

procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;

reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Fait à _____, le

L'utilisateur.....

Nom

Cachet